

Pierre ROSANVALLON, Thierry PECH, Éric MAURIN,
Pierre VELTZ, dirs, *La république des idées. La nouvelle
critique sociale*

Paris, Éd. Le Seuil/Le Monde, 2006, 130 p.

Jean Zoungrana



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2507>

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2007

Pagination : 383-385

ISBN : 978-2-86480-849-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean Zoungrana, « Pierre ROSANVALLON, Thierry PECH, Éric MAURIN, Pierre VELTZ, dirs, *La république des idées. La nouvelle critique sociale* », *Questions de communication* [En ligne], 12 | 2007, mis en ligne le 12 avril 2012, consulté le 15 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2507>

Ce document a été généré automatiquement le 15 novembre 2019.

Tous droits réservés

Pierre ROSANVALLON, Thierry PECH, Éric MAURIN, Pierre VELTZ, dirs, *La ré publique des idées. La nouvelle critique sociale*

Paris, Éd. Le Seuil/Le Monde, 2006, 130 p.

Jean Zoungrana

RÉFÉRENCE

Pierre ROSANVALLON, Thierry PECH, Éric MAURIN, Pierre VELTZ, dirs, *La république des idées. La nouvelle critique sociale*. Paris, Éd. Le Seuil/Le Monde, 2006, 130 p.

- 1 Ce livre essaye de démontrer, analyse serrée et documentée à l'appui, comment la société française a profondément changé depuis la fin des Trente Glorieuses. Chômage, exclusion, insécurité sociale, ségrégation territoriale, sentiment de déclassement ne sont que les manifestations symptomatiques de ce bouleversement dont les causes ne sont pas encore clairement établies. Bien plus. C'est le vocabulaire et les instruments de connaissance eux-mêmes qui semblent inopérants pour mieux saisir et décrire la réalité. Ainsi en est-il des termes aujourd'hui utilisés comme ceux de classes populaires ou cadres qui sont loin de désigner les mêmes réalités sociologiques qu'autrefois. De là l'urgence de fonder une nouvelle critique sociale afin de mieux diagnostiquer la crise de la société française. Pour ce faire, la méthode suivie pour son élaboration obéit à une double obligation : « Une patience documentaire tenue à l'abri des généralisations hâtives, et une largeur de vue suffisante pour dresser un nouveau portrait d'ensemble de la société à l'écart des conventions et des convenances » (p. 9). C'est pourquoi, dans leur introduction, Pierre Rosanvallon et Thierry Pech (pp. 7-18) soulignent les enjeux de cette « nouvelle critique sociale » et en proposent les premières synthèses à travers une analyse des différentes contributions.

- 2 Ainsi, se fondant sur ce qui a vraiment changé dans la société française, Eric Maurin (« Les nouvelles précarités », pp. 19-25) dessine les contours des frontières actuelles de la précarité et de la sécurité : fragilisation des relations d'emploi, fragilisation du salariat doublé par son éclatement dans de petites structures de service. De nouvelles distances se creusent entre les populations les plus riches concentrées dans les quartiers les plus aisées et les populations les plus pauvres qui se massent dans les quartiers les plus déshérités. Le rôle du territoire apparaît donc déterminant dans la construction des identités sociales qui apparaissent de plus en plus cloisonnées. C'est ce que l'auteur lui-même soulignait déjà dans un précédent ouvrage (*Le Ghetto français*, Paris, La République des Idées/Éd. Le Seuil, 2004).
- 3 Laurent Davezies et Pierre Veltz (« Les métamorphoses du territoire : nouvelles mobilités, nouvelles inégalités », pp. 27-36) mettent eux aussi l'accent sur l'importance du territoire dans l'émergence des inégalités. De fait, les écarts ne cessent de se creuser non seulement entre les communes riches et les communes pauvres mais aussi entre quartiers et voisinages. Aux inégalités sociales se superposent parfois des inégalités géographiques. Cette nouvelle géographie sociale est à l'origine de nouvelles disparités qui se creusent par rapport aux mobilités : aux mobilités urbaines subies des banlieusards, répondent les mobilités choisies des autres notamment ceux qui profitent des avantages des 35 heures et surtout les retraités qui s'installent dans les territoires les moins urbanisés.
- 4 Philippe Askenazy (« Conditions de travail : l'impact des nouvelles formes de pénibilité », pp. 37-45) montre à son tour, chiffres à l'appui, que les inégalités continuent de se creuser. Par exemple, la pénibilité augmente davantage pour les ouvriers que pour les autres catégories. Il note toutefois que ce qui a changé, ce sont les formes de celle-ci. Les formes traditionnelles se sont agrégées aux nouvelles rendant la pénibilité encore plus intolérable : c'est le cas, par exemple, des troubles musculo-squelettiques (TMS). Est en cause l'organisation même du travail portée par l'avènement d'un productivisme réactif : autonomie des équipes, rotation des postes, « le juste à temps » etc. ; toutes choses qui ne se conjuguent guère avec une amélioration significative des conditions de travail.
- 5 Qu'en est-il alors de la confiance dans l'avenir ou de la foi dans le progrès social ? Elles sont également touchées par les bouleversements en cours. En effet, l'ascenseur social censé toujours pousser vers le haut semble grippé ; il laisse poindre un sentiment de déclassement pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail. C'est le sens de l'étude que proposent ici Marie Duru-Bellat et François Dubet (« Déclassement : quand l'ascenseur social descend », pp. 47-54). Le diplôme scolaire n'est plus aujourd'hui synonyme de promotion sociale et de mobilité sociale ; ce qui laisse nombre de jeunes sceptiques par rapport à l'institution scolaire. En partant du postulat qu'il faut repenser l'ensemble des parcours d'insertion des jeunes, les deux sociologues ouvrent quelques pistes de réflexion : renforcement de la culture commune dans le système de formation, renforcement du couple formation et emploi, et des dimensions culturelles et éducatives des formations.
- 6 Mais plus généralement, frappée par les nouvelles formes de précarité, c'est la jeunesse elle-même qui se trouve confrontée aux difficultés d'intégration : accès au logement, à la propriété, à l'emploi, etc. Et si l'effet de scarification se vérifie, c'est-à-dire que « les générations mal parties arrivent généralement mal » (p. 61), il est à craindre que dans cette césure générationnelle, comme l'analyse Louis Chauvel (« Fracture générationnelle : une jeunesse sans destin », pp. 55-62), on ait davantage affaire à quelque chose comme un déclin social de la jeunesse voire une jeunesse sans destin. La sortie de cette involution

générationnelle passerait sans doute par l'intégration précoce des jeunes dans de vrais emplois valorisés, comme le montre l'exemple des pays nordiques.

- 7 Dès lors, faut-il introduire dans la société des mécanismes inégalitaires pour remédier paradoxalement aux situations inégalitaires, s'interroge Thomas Piketty (« Quelle discrimination positive à la française ? », pp. 63-70). Agir très tôt, précisément à l'école, là où les inégalités se construisent et se nouent, c'est-à-dire dès le plus jeune âge, permettrait de corriger les handicaps initiaux qui peuvent obérer l'avenir. Car le temps n'est plus aux débats théoriques et l'urgence requiert l'action. Certes, des dispositifs d'admission préférentielle dans le supérieur existent, mais il faut inventer de nouveaux mécanismes opératoires pour faire progresser concrètement l'égalité des chances.
- 8 Enfin Martin Hirsch (« Les formes modernes de la pauvreté », pp. 71 -87) dresse un tableau sur l'état de la pauvreté en France. Loin d'être une simple définition statistique, la pauvreté est aussi une souffrance qui résulte d'une combinaison de difficultés multiples : chômage, illettrisme, mauvaises conditions de logement, hostilité de voisinage, problèmes de santé, surendettement, difficultés alimentaires, problèmes de transport, vulnérabilité familiale. Ainsi les caractéristiques essentielles de cette pauvreté peuvent-elles se décliner : rajeunissement du public touché par la pauvreté, émergence de la figure du travailleur pauvre, installation de la pauvreté au cœur même de la société avec accentuation du sentiment d'impuissance des politiques publiques. Il semble donc indispensable, pour plus d'efficacité, de repenser les politiques de lutte contre la pauvreté. Quatre conditions, selon Martin Hirsch, semblent incontournables : élaboration d'objectifs communs aux différents acteurs de lutte contre la pauvreté (partenaires sociaux et collectivités territoriales), introduction de la question de la pauvreté dans les négociations sociales, accompagnement global et individualisé de la personne en difficultés, articulation des prestations sociales à la rémunération du travail. Et, dans cette perspective, les initiatives locales de proximité ne devraient pas être négligées. Aujourd'hui, Haut Commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté dans le gouvernement de François Fillon, on ne peut que souhaiter que l'auteur ne perde sa fonction critique et sa force de proposition et de conviction agissante, vu la pertinence de ses analyses.
- 9 On l'aura compris, toutes ces études se répondent et leurs analyses - argumentées et toujours fondées - reposent sur une batterie de statistiques que l'on peut consulter dans les annexes. Par leur rigueur, l'enquête sociologique et la critique sociale rendent ainsi visible tout en donnant à comprendre les différents mécanismes qui trament et produisent la société actuelle. Force est de constater que si la mondialisation pèse sur l'économie, elle n'est pas seule responsable de tous les maux dont souffre la société française. Il faut donc espérer que cette « nouvelle critique sociale » imprègne le champ politique et soit surtout pour la société une clé pour se comprendre elle-même et trouver des ressources nécessaires à son évolution.

INDEX

oeuvrecitee République des idées. La nouvelle critique sociale (La) – (Pierre Rosanvallon, Thierry Pech, Éric Maurin et Pierre Veltz, 2006)

AUTEURS

JEAN ZOUNGRANA

CRESS, université Strasbourg 2

Jean.Zoungrana@umb.u-strasbg.fr